

R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2018

CHAPITRE 07

**MINISTERE
DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	6
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	7
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2018	8
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	9
2.1.	PROGRAMME 092: MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	10
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	11
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	11
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018	12
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018	13
2.2.	PROGRAMME 093: APPROFONDISSEMENT DU PROCESSUS DE DECENTRALISATION	22
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	23
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	23
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018	23
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018	24
2.3.	PROGRAMME 094: DÉVELOPPEMENT DU DISPOSITIF NATIONAL DE PROTECTION CIVILE	28
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	29
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	30
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018	30
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018	32
2.4.	PROGRAMME 095: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	36

2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	37
2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	37
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018	38
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018	39
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	49
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	50
3.2.	LEÇONS APPRISSES	52
3.3.	PERSPECTIVES	52

NOTE EXPLICATIVE

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

La Vision de Développement du Gouvernement est de faire du Cameroun « Un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité » à l'horizon 2035 (Document de la Vision, page V). Pour y parvenir, quatre objectifs principaux sont visés, à savoir :

- réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable ;
- accéder au statut de pays à revenu intermédiaire ;
- devenir un Nouveau Pays Industrialisé ;
- consolider le processus démocratique et renforcer l'unité nationale.

Dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), ces objectifs ont été développés et précisés autour d'une approche multisectorielle qui place le Ministère de l'Administration Territoriale dans le secteur de la « Gouvernance », dont les objectifs majeurs sont :

- consolider la fonction de dépositaire de l'intérêt général de l'Etat en renforçant ce dernier dans son rôle de facilitateur et de régulateur de l'activité économique et sociale ;
- améliorer l'environnement des affaires et consolider le partenariat entre le secteur public et le secteur privé, ainsi que la gouvernance d'entreprise ;
- améliorer la participation des citoyens et de la société civile dans la gestion des affaires publiques.

Les objectifs du secteur Gouvernance ont été organisés en deux (02) composantes, à savoir : « Gouvernance et Etat de droit » d'une part, et « Gestion stratégique de l'Etat » d'autre part.

Ainsi, dans la composante « Gouvernance et Etat de droit », qui capitalise les acquis de la mise en place d'Elections Cameroon en 2006 et les avancées enregistrées dans la mise en œuvre du Programme National de Gouvernance (PNG), le Ministère de l'Administration Territoriale est particulièrement interpellé sur le renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens, (paragr. 368 et suivants) à travers notamment :

- l'amélioration du système électoral (paragr. 369), dans le cadre de la liaison avec Elections Cameroon ;
- la consolidation du dispositif national de promotion et de protection des droits humains (paragr. 371), à travers la restructuration du système national de l'état civil ;
- le renforcement du maintien de l'ordre, de la sécurité aux frontières, et de la protection civile (paragr. 372), via les autorités administratives à travers les interventions spécifiques en matière de prévention des risques, de concert avec les autres administrations concernées.

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Selon le décret n° 2018/190 du 2 mars 2018 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n°2011/408 du 9 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement le Ministère de l'Administration Territoriale est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière d'administration du territoire, de protection civile et de suivi des questions électorales.

Ainsi, le MINAT est chargé:

*** Dans le domaine de l'administration du territoire,**

- de l'organisation et du fonctionnement des circonscriptions administratives et des services locaux de l'administration territoriale ;
- de la préparation et de l'application des lois et règlements relatifs aux libertés publiques ;
- de l'organisation et du suivi des chefferies traditionnelles ;
- du suivi des activités des associations et des mouvements à caractère politique;
- du suivi des activités des associations, organisations et mouvements à but non lucratif ;
- du maintien de l'ordre public, de concert avec les forces spécialisées;
- du suivi des activités privées de gardiennage.

*** Dans le domaine de la protection civile,**

- de l'élaboration et de la mise en œuvre de la réglementation et des normes en matière de prévention, de gestion des risques et des calamités naturelles, en liaison avec les autres administrations concernées ;
- de la coordination des actions nationales et internationales en cas de catastrophes naturelles.

*** En matière électorale,**

- du suivi des questions électorales et de la liaison permanente avec Elections Cameroon (ELECAM), organisme indépendant chargé de l'organisation, de la supervision et de la gestion du processus électoral et référendaire.

Dans la perspective de la réalisation des missions susmentionnées, le Ministère de l'Administration Territoriale a mis en œuvre trois (03) programmes dont deux (02) programmes opérationnels et un (01) programme support selon la cartographie ci-après :

- programme 092 : Modernisation de l'Administration du Territoire ;
- programme 094 : Renforcement des Mesures de Protection Civile ;
- programme 095 : Gouvernance et Appui Institutionnel dans le Sous-secteur Administration du Territoire.

Il convient de relever à cet égard que le Programme 093 – Approfondissement du processus de décentralisation, voté avant le réaménagement gouvernemental du 02 mars 2018, a été systématiquement reversé au Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL).

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

La mise en œuvre des programmes du MINAT au cours de l'exercice 2018 a été marquée par les principaux facteurs ci-après :

- les dérives sécuritaires dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, sur fond de crise socio-politique entretenue par des mouvements sécessionnistes, et ce, en dépit des mesures d'apaisement prises par le Gouvernement de la République ; la persistance du phénomène des enlèvements des personnes, assortis de demandes de rançons, dans la Région de l'Adamaoua ;

- la résurgence de la problématique des réfugiés et demandeurs d'asile dans les Régions de l'Extrême-Nord, de l'Adamaoua et de l'Est;

la situation humanitaire préoccupante s'agissant de la gestion et de l'assistance aux personnes déplacées internes, consécutivement à la crise socio-politique dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; la consolidation des institutions démocratiques prévues par la Constitution du 18 janvier 1996, à travers la mise en place du Conseil Constitutionnel et l'organisation des élections pour l'élection des sénateurs (25 mars 2018) et du président de la République (07 octobre 2018). En outre, il convient également de relever au chapitre du contexte, la réorganisation du Gouvernement intervenue le 02 mars 2018, à la faveur de laquelle le périmètre des attributions dévolues à l'ex-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation a été substantiellement modifié.

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2018

La mise en oeuvre des programmes du MINAT au titre de l'exercice budgétaire 2018 aura également été influencé par l'arrêt prématuré des engagements sur le budget de l'Etat intervenu le 15 novembre 2018 avec une incidence sur le niveau d'exécution dudit budget .

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2018

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 092

MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

Responsable du programme

NDZANA LOUIS DE GONZAQUE ANAC
Directeur de l'Organisation du Territoire

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Dans le domaine de l'administration du territoire, le Ministère de l'Administration Territoriale est notamment chargé : de l'organisation et du fonctionnement des Circonscriptions Administratives et des Services Locaux de l'administration territoriale ; de la préparation et de l'application des lois et règlements relatifs aux libertés publiques ; de l'organisation et du suivi des Chefferies Traditionnelles ; du suivi des activités des associations et des mouvements à caractère politique ; des questions de culte ; du suivi des activités des associations, organisations et mouvements à but non lucratif ; du maintien de l'ordre public de concert avec les forces spécialisées.

La mise en œuvre de ce programme repose sur les actions ci-après :

- Gestion du territoire ;
- Optimisation des capacités opérationnelles des Autorités Administratives ;
- Sécurisation des frontières ;
- Contrôle de la circulation des armes et des activités privées de gardiennage ;
- Régulation et encadrement de l'exercice des libertés ;
- Maintien de l'ordre et sécurité des personnes et des biens.

OBJECTIF	Assurer une administration efficace et une gestion optimale du territoire national en vue de la sécurité des personnes et des biens	
Indicateur	Intitulé:	Proportion d'unités administratives disposant d'infrastructures à usage de bureaux adéquates (bureaux aux normes)
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	74.80000305175781
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible	75.0
Indicateur	Année cible:	2017
	Intitulé:	Proportion d'unités administratives disposant d'infrastructures à usage de résidences adéquates (résidences aux normes)
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	64.8499984741211
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible	66.0
	Année cible:	2017
ACTIONS DU PROGRAMME		
DOTATIONS INITIALES	AE 20 092 346 000	CP 19 279 532 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	NDZANA LOUIS DE GONZAQUE ANAC, Directeur de l'Organisation du Territoire	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 092 intitulé « Modernisation de l'Administration du Territoire » a été exécuté en 2018 dans un contexte marqué par la persistance de menaces à la paix et à la sécurité dans le grand Nord du pays consécutivement à l'activation par l'Etat islamique de cellules djihadistes au nord de l'Afrique et dans la bande sahélienne et qui, Bien que tenu en échec militairement, conservent une forte capacité de nuisance.

Au niveau national, des forces négatives ont cru pouvoir profiter de revendications d'ordre corporatiste pour essayer de mettre en œuvre un projet diabolique de partition du Pays dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Cette situation sécuritaire a nécessité le renforcement des actions de préservation de la paix sur l'ensemble du territoire, notamment par la collecte, le recoupement et l'analyse du renseignement prévisionnel

En matière électorale, il y a lieu de relever :

- la tenue des élections sénatoriales du 25 mars 2018;
- la tenue du scrutin présidentiel du 7 octobre 2018.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018

Dans le cadre du programme 092 « Modernisation de l'administration du territoire », les activités majeures ci-après ont été menées :

En matière d'administration du territoire, on peut relever, entre autre,

L'organisation, sous l'égide de la Commission Nationale du Hadj, du pèlerinage aux Lieux Saints de l'Islam, avec une amélioration notoire dans l'organisation et l'encadrement des pèlerins.

En effet, dans le cadre de l'organisation de ce rituel sacré de l'Islam, le Chef de l'Etat Son Excellence Paul BIYA, a décidé de la réduction du prix du billet d'avion et, par conséquent, du prix du Hadj. A côté de cette mesure hautement saluée par les pèlerins et l'ensemble du corps social concerné, on a vu les primes des encadreurs augmenté passant de 55.000 FCFA à 75.000 FCFA.

En outre, les fidèles musulmans enregistrés pour le Hadj 2018, ont gracieusement reçu du Chef de l'Etat, un don spécial de trois valises (dont une pour la cabine et deux pour la soute). Ce package présidentiel étant constitué de 7600 valises, au bénéfice de tous les pèlerins et encadreurs camerounais. Par ailleurs, chaque voyageur en terre sainte a eu droit à 56 kg de bagages au lieu de 40 kg comme par le passé.

Toujours en cette matière, la lutte contre la circulation illicite des armes à travers la prise d'un certain nombre de mesures, notamment la fermeture temporaire des armureries, la collectes des armes et l'identification de leurs détenteurs par les Autorités Administratives en liaison avec les forces de maintien de l'ordre ;

Enfin la collecte du renseignement prévisionnel, à travers un mécanisme efficace qui a permis d'anticiper sur les menaces potentielles et d'assurer ainsi, la sécurité des citoyens et de leurs biens.

En matière électorale, le MINAT a assuré l'accompagnement de Election's-Cameroon, dans l'organisation des élections sénatoriales du 25 mars 2018 et du scrutin présidentiel du 7 octobre 2018, ainsi que la défense des intérêts de l'Etat dans le cadre du contentieux électoral afférant aux scrutins sus-évoqués.

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018

Programme basculé au Ministère de la Décentralisation et du Développement Local .

Action 01 GESTION DU TERRITOIRE

OBJECTIF	Assurer une maîtrise optimale du territoire national								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de litiges territoriaux réglés par an				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2015						
	Valeur de référence:		5.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		5.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	11 111 850 000	11 111 850 000	11 863 974 707	11 863 974 707	8 913 855 870	8 913 855 870	75,2 %	75,2 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Les incidents survenus à La Mecque lors du Hadj 2017, suite à une bousculade (le 24 septembre 2017), qui ont fait 2.236 morts dont 76 ressortissants camerounais, sont encore dans les esprits ; - la guerre contre la secte terroriste Boko Haram et les activités des bandes armées dans la partie orientale du pays ; la crise sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Outre le règlement des litiges territoriaux, les activités majeures ci-après ont été réalisées dans le cadre de cette action : - descente d'une mission de reconnaissance et d'évaluation de la frontière commune Cameroun-Gabon du 04 au 10 novembre un (01) - pèlerinage musulman encadré sans heurts; - coordination et implémentation des activités de collecte, recoupement et analyse du renseignement prévisionnel dans les services centraux et locaux ; - paiement des salaires du personnel de l'état ; règlement des consommations de masse pour le compte du programme (eau électricité, téléphone) ;								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les ressources allouées au fonctionnement de la commission de règlement de litige ont permis de financer le règlement d'un litige correspondant à un taux de réalisation technique de 100%. Pour un taux de consommation des crédits de 75,20%. Il convient de relever que bien que la performance de toute l'action soit mesurée à travers le nombre de litiges réglés, plusieurs autres activités avec d'importants volumes de crédits, à l'instar du règlement des salaires et des consommations de masse. Il convient de relever que cet indicateur est annuel et ne se cumule pas. La cible fixée dépend de l'enveloppe disponible et du lieu du litige à régler.								
Perspectives 2019	- poursuite de l'accompagnement des pèlerinages religieux ; - contrôle et suivi effectif des activités des ONG ; plaidoyer de financement supplémentaire nécessaire pour régler au moins 10 cas de litiges par an.								

Action 02 REHABILITATION DE L'ETAT CIVIL

OBJECTIF	Améliorer la fiabilité et la sécurité des actes d'état civil							
Indicateur	Intitulé:		Nombre des centres d'état civil secondaires construits				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		10.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		25.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	261 000 000	261 000 000	40 000 000	40 000 000				

Action 04 OPTIMISATION DES CAPACITES OPERATIONNELLES DES AUTORITES ADMINISTRATIVES								
OBJECTIF	Améliorer l'efficacité opérationnelle des Autorités Administratives							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'Autorités Administratives dotées de ressources matérielles conformes au Kit				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		278.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		308.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	4 332 814 000	3 520 000 000	3 912 814 000	3 100 000 000	989 490 883	758 800 000		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Vétusté des infrastructures de la Préfectorale Augmentation des postes de responsabilité dans le commandement territorial avec la nomination de troisièmes adjoints préfectoraux dans certaines préfectures.							

ACTIVITES
MAJEURES
REALISEES
(présentation des
extrants)

- **CONSTRUCTIONS**

· **Sur les constructions de 03 résidences des Gouverneurs de Région programmées en 2018 (Est ; Nord-Ouest ;Sud) :**

- ü Résidence du Gouverneur de la Région du SUD / Ebolowa : 1^{ère} phase terminée ;
- ü Résidence du Gouverneur de la Région du Nord-Ouest / Bamenda : 1^{ère} phase en cours d'achèvement.
- ü Résidence du Gouverneur de la Région de l'Est / Bertoua : 1^{ère} phase en cours d'achèvement.

· **Sur les constructions de 19 sous-préfectures programmées en 2018 (Kon-Yambetta ; Mayo-Oulo ; Porhi ; Ngoumou ; Kar-hay ; Bazou ; Yaoundé 3 ; Mogode ; Kumba 2 ; Nkongsamba 2 ; Poli ; Kribi 2 ; Babadjou ; Ngoaouderé 3 ; Bassamba ; Tombel ; Nkolafamba ; Mindif ; Nkolmesseng ; Afanloun) :**

- ü 11 Sous-Préfectures construites (**Kon-Yambetta ; Mayo-Oulo ; Porhi ; Kar-hay ; Yaoundé 3 ; Mogode ;Nkongsamba 2 ; Babadjou ; Ngoaouderé 3 ; Bassamba ; Nkolafamba ; Mindif ; Nkolmesseng ;)**
- ü 02 Sous-Préfectures en cours d'achèvement (**Bazou , Afanloun**) ;
- ü 02 Sous-Préfecture en cours de résiliation (**Poli ; Kribi 2**) ;
- ü 02 Sous-Préfectures non achevées pour non-paiement de la 1^{ère} phase (**Kon-Yambetta , Tombel**) ;
- ü 02 Sous-Préfectures dont les travaux n'ont pas démarré (**Kumba 2 , Ngoumou ;**) ;

· **Sur les constructions de 11 résidences des Sous- Préfets et assimilés programmées en 2018 (Bangem ;Muyuka ; Nord-Makombé ; Bogo ; Mayo-Darle ; Doumaintang ; Bangou ; Ndelele ; Maga ; Garoua 2 ; Buéa ,) :**

- ü 06 résidences des Sous- Préfets et assimilés construites (**Muyuka , Mayo-Darle , Maga ; Garoua 2 ; Buéa, Nord-Makombé**)
- ü 01 résidences des Sous- Préfets et assimilés en cours d'achèvement (**Bangou**) ;
- ü 04 résidences de Sous-Préfet non achevées pour non-paiement (**Bangem , Bogo , Doumaintang, Ndelele ,**)

· **Sur les constructions de 06 résidences de Préfets et assimilés programmées en 2018 (Wum ; Mamfe ;Mbalmayo ; Tcholliré ; Bafia ; Tibati)**

- ü 02 résidences des Préfets et assimilés construites (**Mbalmayo , Bafia**)
- ü 02 résidences des Préfets et assimilés en cours d'achèvement (**Tcholliré , Tibati**) ;
- ü 01 résidence de Préfets dont les travaux de construction n'ont pas démarré ()
- ü 01 résidences de Préfets non achevées pour non-paiement ()

· **Sur les 06 Préfectures programmées (Nkongsamba ;Mokolo ;Poli ;Foumban ;Garoua et Kousséri)**

- ü 03 Préfectures construites ()
- ü 01 Préfectures en cours d'achèvement (**Nkongsamba**) ;
- ü 01 Préfectures non achevées pour non-paiement ()

- **EQUIPEMENTS**

- 01 Service du Gouverneur équipé (Bertoua) ;
- 01 Préfecture équipée (Eséka)
- 31 Sous-Préfectures équipées (Ebolowa ; Kontcha ; Bangourain)
- 01 résidence de Préfets et assimilés équipées (Mbam-et-Kim)
- 8 résidences des Sous-préfets et assimilés équipées (Melong ; Ngambe-Tikar ; Beka ; Touroua ; Dembo ; Ndom ; Bipindi ; Ayos)

- **REHABILITATIONS**

- 14 résidences des Sous-Préfets et assimilés réhabilitées (Nlongkak ; Yoko ; Yoko ; Mfou ; Guidiguiss ; Waza ; Moulvoudaye)

	· 06 résidence des Préfets et assimilés réhabilitées (Kribi ; Ngoumou ; Ambam ; Mbengwi ; Mfou ; Limbé) · 12 Sous-Préfectures réhabilitées (...) · 02 résidences de Gouverneurs de Région réhabilités (Littoral, Centre) · 03 services de Gouverneurs de Région réhabilités (Littoral, Centre et Maroua) · 02 Préfectures réhabilitées (Bangangté ; Bertoua) - ACQUISITIONS · 02 motocyclettes pour les autorités administratives acquises ; · 100 kits informatiques et 50 copieurs acquis ; · Indemnités de port de tenus attribuées aux Autorités Administratives.
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Malgré la sous-consommation des crédits affectés à l'optimisation des capacités opérationnelles des Autorités administratives, la cible de 308 Autorités Administratives dotées de ressources matérielles conformes au Kit a été atteinte et dépassée.
Perspectives 2019	- poursuite des travaux de construction des bureaux et résidences des Autorités Administratives ; équipement des bureaux et résidences des Autorités Administratives conformément au kit.

Action 06 CONTROLE DE LA CIRCULATION DES ARMES ET DES ACTIVITES DES SOCIETES PRIVEES DE GARDIENNAGE								
OBJECTIF	Maitriser la circulation des armes et l'exercice des activités privées de gardiennage							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de sociétés de gardiennage et d'armureries contrôlées par an				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		41.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		41.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	34 000 000	34 000 000	30 562 983	30 562 983				
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	l'insécurité dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- la fermeture temporaire des armureries; - la collecte des armes et l'identification de leurs détenteurs par les Autorités Administratives en liaison avec les forces de maintien de l'ordre ; tenues de deux (02) sessions de la commission d'examen des demandes d'agrément des sociétés privées de gardiennage.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	En matière de lutte contre la circulation illicite des armes, les résultats obtenus l'ont été grâce à un certain nombre de mesures, notamment la fermeture temporaire des armureries, la collecte des armes et l'identification de leurs détenteurs par les Autorités Administratives en liaison avec les forces de maintien de l'ordre, mesures qui ont permis de procéder au contrôle de toutes les armureries.							
Perspectives 2019	- élaboration d'un fichier numérique des armureries et des détenteurs d'armes ; - poursuite de l'activité de contrôle des armureries et des sociétés de gardiennage. - Contrôle des armureries sur toute l'étendue du territoire ; - Conception d'un logiciel de gestion des dossiers d'armes et d'armureries ; Besoins de financement de la Commission chargée de l'examen des dossiers de demande ou de retrait d'agrément et du suivi des activités des établissements et sociétés privés de gardiennage.							

Action 07 REGULATION ET ENCADREMENT DE L'EXERCICE DES LIBERTES

OBJECTIF	Assurer le respect de la réglementation dans l'exercice des libertés							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'opérateurs et d'exploitants des jeux contrôlés par an				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		17.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		20.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	111 500 000	111 500 000	97 099 374	97 099 374				
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)								
Perspectives 2019								

Action 08 COORDINATION DES ACTIVITES DES SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

OBJECTIF	Assurer le maintien de l'ordre et optimiser harmonieusement les projets et programmes gouvernementaux							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de réunions des Comités de Coordination Administrative (CCA) tenues par an				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		1962.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		1962.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	3 324 682 000	3 324 682 000	3 043 900 000	3 043 900 000				

Action 09 MAINTIEN DE L'ORDRE ET SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS

OBJECTIF	Assurer le maintien de l'ordre et préserver la sécurité des personnes et de leurs biens								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de sessions de Comité de Coordination de maintien l'Ordre (CCO) tenues par an				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2016						
	Valeur de référence:		6.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		4752.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	916 500 000	916 500 000	733 200 000	733 200 000					
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- L'instabilité socio-politique dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest; - la tenue de l'élection présidentielle du 7 octobre 2018 et des élections sénatoriales le 25 mars 2018 ; - la guerre contre la secte terroriste Boko Haram dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun ; la persistance de l'insécurité dans les zones frontalières des Régions de l'Est et de l'Extrême-Nord du fait de l'insécurité dans les pays voisins et des activités des bandes armées.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	- 800 Autorités administratives ayant bénéficié d'indemnités forfaitaires de tournées et de risque ; - 450 Autorités administratives ayant bénéficié d'indemnités de port de tenue ; - Bulletins de renseignement quotidiennement produit et transmis à la très haute hiérarchie ; - rapports de CCA et de CCO disponibles. - coordination des activités administratives et de maintien de l'ordre effectuée ; - réunions de coordination administrative et de maintien de l'ordre tenues par chaque Gouverneur de Région ; réunions de coordination administrative et de maintien de l'ordre tenues chaque Préfet.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	- Les activités présentes dans cette action sont celles relatives au fonctionnement des services des Autorités Administratives ; en raison de la modicité des ressources de fonctionnement desdites Autorités Administratives, les sessions de comité de coordination administratives et de maintien de l'ordre ne se tiennent pas à la fréquence règlementaire toutes choses qui justifient le faible taux de réalisation de l'indicateur. Il convient de relever que c'est compte tenu du climat sécuritaire préoccupant que ces Autorités Administratives dont il faut saluer le sens du devoir ne ménagent aucun effort pour la tenue de ces instances malgré la carence des moyens de fonctionnement nécessaires.								
Perspectives 2019	- Renforcement des réunions de coordination administrative (RCA) et des comités de maintien de l'ordre (CCO); consolidation et actualisation du carnet de commandement des Autorités Administratives								

2018

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 093

APPROFONDISSEMENT DU PROCESSUS DE DECENTRALISATION

Responsable du programme

OWONO OWONO ETIENNE
Directeur des Collectivités Territoriales Décentralisées

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Accompagner et évaluer l'action des CTD en vue du développement local.	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des actions inscrites dans la Stratégie Nationale de la Décentralisation.
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible	50.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME		
DOTATIONS INITIALES	AE 4 900 000	CP 4 900 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	OWONO OWONO ETIENNE, Directeur des Collectivités Territoriales Décentralisées	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018

Action 01 MOBILISATION ET OPTIMISATION DES RESSOURCES FINANCIERES DES CTD

OBJECTIF	Renforcer l'autonomie financière des CTD							
Indicateur	Intitulé:		Pourcentage de la DGD dans le budget de l'Etat				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		0.25999999046325684					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		2.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	0	0	0	0				

Action 02 FINANCEMENT DES PROJETS COMMUNAUX ET INTERCOMMUNAUX

OBJECTIF	Réaliser les projets inscrits dans les PCD ou les Plans de Campagne							
Indicateur	Intitulé:		Nombre et montant des projets communaux et intercommunaux financés annuellement par le FEICOM, le BIP, les budgets des communes, les partenaires nationaux et internationaux				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		9.699999744E9					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		1.2E10					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	0	0	0	0				

Action 04 GOUVERNANCE ET CONTROLE DES CTD

OBJECTIF	Promouvoir une gouvernance locale fondée sur la responsabilité des élus locaux							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de CTD controlées ou auditées par an				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		17.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		30.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	4 900 000	4 900 000	0	0				

Action 05 PILOTAGE ET SUIVI-ÉVALUATION DU PROCESSUS DE DÉCENTRALISATION

OBJECTIF	Adopter et mettre en œuvre une stratégie de décentralisation et un dispositif de suivi évaluation							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de rapports produits par les organes et instances de suivi-évaluation de la décentralisation par an				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		3.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		60.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	0	0	0	0				

2018

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 094

DÉVELOPPEMENT DU DISPOSITIF NATIONAL DE PROTECTION
CIVILE

Responsable du programme

YAP MARIATOU
Directeur de la Protection Civile

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

La protection civile fait partie des mesures prescrites par le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) afin de garantir une prise en charge efficace et efficiente des différentes formes de risques. En la matière, le Ministère de l'Administration Territoriale est principalement chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de la réglementation et des normes en matière de prévention des risques, de gestion des catastrophes et des calamités naturelles, en liaison avec les autres administrations concernées ; de la coordination des actions nationales et internationales en cas de catastrophe naturelle.

Le programme Développement du Dispositif National de Protection Civile qui s'appuie sur ces orientations a pour objectif d'améliorer la protection des populations, des biens et l'environnement face aux risques, catastrophes et leurs effets. Pour atteindre cet objectif, quatre (04) actions opérationnelles ont été retenues. Un point d'orgue sera porté sur la révision du cadre juridique et institutionnel de la protection civile, la poursuite de l'élaboration des plans ORSEC des départements ainsi que leur mise en œuvre, la mise en place des Centres des Opérations d'Urgence en partenariat avec la ZTE, le développement des Systèmes d'Alerte Précoce dans certains Départements de la Région de l'Extrême-Nord, l'élaboration de la cartographie des zones à risque, la poursuite des actions de réhabilitation dans certaines zones sinistrées à l'instar de celle du Lac Nyos et la réintégration socioéconomique des réfugiés et déplacés internes.

OBJECTIF	Améliorer la protection des personnes, des biens et de l'environnement face aux risques, aux catastrophes et à leurs effets	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de Départements disposant d'un plan d'organisation de secours (ORSEC) opérationnel
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	12.0
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible	31.0
	Année cible:	2019
Indicateur	Intitulé:	Nombre de départements disposant d'au moins un outil de Réduction de Risques de Catastrophe (RRC)
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	17.0
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible	39.0
	Année cible:	2019
ACTIONS DU PROGRAMME		
DOTATIONS INITIALES	AE 3 664 302 138	CP 3 664 302 138
RESPONSABLE DU PROGRAMME	YAP MARIATOU, Directeur de la Protection Civile	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

En matière de protection civile, l'année 2018 aura fortement été marquée par la mise en place par le Chef de l'Etat, d'un plan humanitaire d'urgence en vue de porter secours aux populations victimes des exactions des groupes sécessionnistes dans les Régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest.

En effet, le Président de la République, Son Excellence Paul BIYA, soucieux du retour au calme et du bien-être des populations dans ces deux (02) Régions en proie aux troubles et violences perpétrées par des terroristes depuis deux ans, a décidé de la mise en place d'un plan humanitaire d'urgence doté d'un montant de 12,7 milliards de FCFA. Ce plan, d'une durée de 18 mois, est financé conjointement par l'Etat et l'élan de solidarité et de générosité des Camerounais, ainsi que par le soutien des partenaires internationaux. A ce jour, les dons collectés ont permis de porter assistance aux personnes sinistrées à travers la distribution de denrées alimentaires, ainsi que, du matériel de première nécessité, à l'instar des matelas, des couvertures, des seaux, des pâtes dentifrice, des brosses à dents...etc.

Bien plus, le Cameroun en raison de sa diversité géologique et géographique bien connue, présente une cartographie des risques très variée. Cette situation explique, en partie, la survenance de certaines catastrophes sur le territoire national. Aussi, l'année 2018 a été marquée par des catastrophes assez variées, au rang desquelles les incendies, les éboulements de terrain, les inondations et les accidents de la circulation. Pour améliorer la réponse de l'Etat et des partenaires aux catastrophes, le Président de la République a prescrit une réforme juridique et institutionnelle de la protection civile camerounaise, dont les travaux se sont poursuivis en 2018, en marge des activités ordinaires du MINAT en la matière.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018

RESULTAT TECHNIQUE OBTENU (au 31 décembre 2018)	18	
TAUX DE REALISATION DE L'INDICATEUR	18.18%	
DOTATION DE CREDITS REVISES (écarts = Dot. init – Dot rev.)	AE : 1 649 165 363 Écart AE : 263 054 637	CP : 1 649 165 363 Écart CP : 263 054 637
CREDITS CONSOMME	AE : 1 546 845 363	CP : 1 546 845 363
TAUX DE CONSOMMATION	93.8%	93.8%

JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	La réalisation de plusieurs activités majeures traduit la performance du programme. Il s'agit de : - la mise en œuvre du Plan d'Assistance Humanitaire d'Urgence à travers la distribution des vivres et des non-vivres aux populations sinistrées et les personnes déplacées dans les Régions voisines ; - l'organisation des ateliers à l'attention des membres de comités de crise des Départements du Logone et Chari, du Mayo-Danay et du Mayo-Kani en vue l'élaboration des Plans d'urgence ; - l'organisation d'une vaste campagne de sensibilisation dans la ville de Bertoua, Région de l'Est à l'occasion de la Journée Mondiale de Protection Civile ; - la validation du Plan ORSEC du Département de la Donga-Mantung; - l'assistance aux sinistrées des inondations (Maroua, Gazawa et Kolofata), aux réfugiés aux camps de Zamai et de Minawao, ainsi qu'aux victimes des glissements de terrain dans le Département du Noun.
PERSPECTIVES	- La poursuite de la mise en œuvre du Plan d'Assistance Humanitaire d'Urgence ; - la poursuite de la formation des membres des Comités de Crise départementaux en matière d'organisation des secours ; - l'opérationnalisation de la base des données sur les risques, les pertes et dommages liés aux catastrophes ; - la poursuite des activités de sécurisation et de réhabilitation autour de la zone du Lac Nyos ; - la poursuite du processus d'élaboration des plans ORSEC; - poursuite du plaidoyer auprès des partenaires techniques et financiers, en vue de la mobilisation des ressources additionnelles en faveur des réfugiés, déplacés internes et communautés locales d'accueil ; - le renforcement de la coopération nationale et internationale en matière de protection civile.

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018

Action 01 PRÉVENTION DES RISQUES DE CATASTROPHES.

OBJECTIF	Développer les mécanismes de prévision, de sensibilisation et d'informations sur les risques de catastrophe							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de Régions ayant organisé au moins une campagne de sensibilisation des populations sur les risques de catastrophe				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2016					
	Valeur de référence:		4.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		12.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 651 900 000	1 651 900 000	1 513 061 108	1 513 061 108				

Action 02 PREPARATION DE LA REPONSE AUX SITUATIONS D'URGENCE

OBJECTIF	Renforcer les capacités de réponses aux situations d'urgences							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de départements disposant des moyens de préparation à la réponse aux situation d'urgence				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		15.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		34.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	69 000 000	69 000 000	8 197 722	8 197 722				

Action 03 ORGANISATION DES INTERVENTIONS

OBJECTIF	Améliorer l'opérationnalité du Fonds de Soutien aux Victimes des Catastrophes et Calamités Naturelles (FSVCN)							
Indicateur	Intitulé:		Pourcentage du Fonds de soutien aux Victimes de Catastrophes et Calamités Naturelles				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		20.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	29 000 000	29 000 000	25 586 533	25 586 533				

Action 04 GESTION DES REFUGIES ET DES DEPLACES INTERNES

OBJECTIF	Assurer la prise en charge, le retour éventuel des réfugiés dans leur pays, ainsi que la réintégration des déplacés internes							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de réfugiées et de déplacés internes enregistrés et pris en charge de manière adéquate				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		150000.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 914 402 138	1 914 402 138	1 854 402 138	1 854 402 138				

2018

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 095

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE
SOUS-SECTEUR ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

Responsable du programme

ESSOMBA PIERRE

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

L'objectif poursuivi par le programme gouvernance et appui institutionnel dans le secteur administration du territoire est d'Améliorer la coordination des services et d'assurer la bonne mise en œuvre des programmes au MINAT.

Le programme est apprécié, dans sa mise en œuvre, à travers le Taux de réalisation activités budgétisées au MINAT.

Il repose sur les actions ci-après :

- Supervision, coordination et suivi de l'activité des structures des services centraux MINAT;
- Contrôle, audit interne et promotion de la Bonne Gouvernance au MINAT;
- Gestion des ressources humaines au MINAT;
- Amélioration du cadre de travail au MINAT ;
- Études stratégiques, planification, budgétisation et suivi-évaluation;
- Gestion financière et budgétaire au MINAT;
- Développement du système informatique et du système d'information statistique;
- Conseil juridique au MINAT;
- Renforcement de la communication institutionnelle et promotion de la pratique du bilinguisme au MINAT;
- Gestion des ressources documentaires.

OBJECTIF	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités budgétisées au MINATD.
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	85.0
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible	100.0
	Année cible:	2019
ACTIONS DU PROGRAMME		
DOTATIONS INITIALES	AE 9 375 348 000	CP 9 375 348 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	ESSOMBA PIERRE,	

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

L'exécution du programme « Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur Administration du Territoire » a été influencée par certains faits notables qui ont affecté sa mise en œuvre avec une incidence sur la réalisation des performances projetées. On pourrait, ainsi évoquer, entre autres :

- la situation sécuritaire du pays, marquée par la montée des velléités sécessionnistes dans les Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ;
- les Très Hautes Directives permanentes du Président de la République relatives à la

réduction du train de vie de l'Etat (avec une incidence sur les ressources allouées au programme) ;

- la réforme intervenue le 2 mars 2018, réforme en faveur de laquelle le Ministère de l'Administration Territoriale est désormais consacré à la gestion des questions d'administration du Territoire, de sécurité et d'encadrement des libertés publiques, ainsi que de protection civile
- l'arrêt précoce des engagements budgétaires par rapport aux exercices budgétaires antérieurs.

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018

Le programme « Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur administration du territoire », programme support, visait l'amélioration de la coordination des services et la bonne mise en œuvre des programmes. L'atteinte de cet objectif devait se mesurer par le taux de réalisation des activités budgétisées qui doit être de 100% à la fin de chaque exercice budgétaire. Au terme de l'exercice sous revue, ce programme enregistre un résultat de 86%.

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018

Action 01 SUPERVISION, COORDINATION ET SUIVI DE L'ACTIVITE DES STRUCTURES DES SERVICES CENTRAUX DU MINATD								
OBJECTIF	Assurer la mise en œuvre effective des activités de toutes les structures du MINATD							
Indicateur	Intitulé:		Taux de réalisation des activités inscrites sur la feuille de route ministérielle				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		83.30000305175781					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 707 900 000	1 707 900 000	1 996 887 089	1 996 887 089				
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- La situation sécuritaire du pays, marquée par la montée des vellétés sécessionnistes dans les Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ; - les Très Hautes Directives permanentes du Président de la République relatives à la réduction du train de vie de l'Etat (avec une incidence sur les ressources allouées au programme) ; - l'arrêt précoce des engagements budgétaires par rapport aux exercices budgétaires antérieurs							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Supervision générale du fonctionnement des services; - coordination et suivi de l'activité des services au MINATD; - tenue des conférences semestrielles des Gouverneurs de Régions; prise en charge des consommations de masse et rémunération de certains services extérieurs.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Toutes les activités prévues dans la feuille de route ont été poursuivies.							
Perspectives 2019	En guise de perspective, le MINAT s'attèlera à remplir les missions édictées dans sa feuille de route ministérielle.							

Action 02 CONTROLE, AUDIT INTERNE ET PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE AU MINATD								
OBJECTIF	Assurer le bon fonctionnement et la performance des services							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de rapports de missions de contrôles et d'audits produits				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2016					
	Valeur de référence:		15.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		30.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	73 400 000	73 400 000	64 419 995	64 419 995				
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	la réforme intervenue le 2 mars 2018, réforme en faveur de laquelle le Ministère de l'Administration Territoriale est désormais consacré à la gestion des questions d'administration du Territoire, de sécurité et d'encadrement des libertés publiques, ainsi que de protection civile							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Contrôle des services centraux et locaux du MINAT							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les ressources mises à disposition ont permis à l'Inspection Générale de réaliser les missions d'évaluation du fonctionnement des services préfectoraux et de mener une campagne de sensibilisation auprès des Autorités administratives et de leurs collaborateurs.							
Perspectives 2019	Poursuite des missions de contrôle et d'audit en vue de l'amélioration du fonctionnement des services et de l'amélioration de la gouvernance.							

Action 03 GESTION DES RESSOURCES HUMAINES AU MINATD

OBJECTIF	Améliorer la Gestion des carrières et de la solde, et renforcer les capacités des Personnels							
Indicateur	Intitulé:		Taux de couverture de la cible annuelle des formations du personnel des Services centraux				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		73.4000015258789					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		90.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	5 835 850 000	5 835 850 000	5 101 035 446	5 101 035 446				
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Les activités ont été réalisées dans contexte marqué par une conjoncture difficile. Ce qui s'est traduit par un retard tant dans le déblocage des fonds que dans la réalisation des activités.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- formation continue des personnels des services centraux et locaux sur des thématiques variées : - rédaction administrative, gestion du courrier, leadership, travail en équipe et élaboration des tableaux de bord, gestes de premiers secours et sauvetage; - gestion des actes de carrière, de la solde et des pensions ; élaboration des manuels de procédure et des cadres organiques ;							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La performance recherchée dans cette action pour l'exercice budgétaire 2018 était de faire passer de 73% à 90%. Au terme de la période de référence, ce taux est de 83%. Il est clair que cet indicateur qui ne prend en compte que l'aspect renforcement des capacités ne traduit pas l'ensemble des activités menées dans le cadre de cette action.							
Perspectives 2019	Poursuite de la dynamique de formation continue du personnel.							

Action 04 AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL AU MINATD

OBJECTIF	Doter les services de ressources matérielles nécessaires à l'exécution de leurs missions							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de postes de travail équipés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		118.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		300.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	417 800 000	417 800 000	274 007 333	274 007 333				
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	RAS							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Equipement des services en matériels divers ; Entretien et maintenance des infrastructures.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Cette action visait à faire passer entre 2015 et 2018 le nombre de postes de travail des services centraux disposant des ressources matérielles et infrastructurelles de 118 à 300. Au terme de l'année 2018, on dénombre 255 postes de travail dûment équipés.							
Perspectives 2019	Poursuite des acquisitions en matériels et divers équipements en vue de doter les services du MINATD d'infrastructures et équipements adéquats							

Action 05 ÉTUDES STRATEGIQUES, PLANIFICATION, BUDGETISATION ET SUIVI-EVALUATION								
OBJECTIF	Promouvoir la planification et une meilleure mise en œuvre de la stratégie ministérielle							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de documents de planification et de programmation élaborés annuellement				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2016					
	Valeur de référence:		4.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		4.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	154 008 000	154 008 000	121 999 978	121 999 978				
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La réforme intervenue le 2 mars 2018, réforme en faveur de laquelle le Ministère de l'Administration Territoriale est désormais consacré à la gestion des questions d'administration du Territoire, de sécurité et d'encadrement des libertés publiques, ainsi que de protection civile.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraunts)	- élaboration de la revue 2016 et actualisation des programmes du MINATD ; - élaboration de la chaîne des résultats 2016 du MINAT ; - actualisation du CDMT 2017-2019 du MINAT; - élaboration du PPA 2019 du MINAT; - élaboration du référentiel du CEP ; - préparation et production de la documentation en vue du passage au CIEP ; - élaboration du RAP 2017 ; élaboration et production de toute la documentation de la chaine PPBS.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraunts)	Tous les documents de planification, de programmation et de budgétisation requis ont été produits au cours de l'exercice budgétaire 2017, d'où le taux de réalisation technique 100%.							
Perspectives 2019	Nécessaire renforcement des capacités pour les acteurs de la chaîne PPBS du MINAT, la création du MINDDEVEL ayant suscité une perte non négligeable de la ressource humaine qualifiée en ce domaine ; Mise en place de la Commission interne de maturation des projets d'investissement public.							

Action 06 GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE AU MINATD

OBJECTIF	Assurer une bonne exécution financière et budgétaire des programmes du MINATD							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'exécution financière du budget du MINATD				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		85.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	933 190 000	933 190 000	763 948 729	763 948 729				
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- tensions de trésorerie; réduction du train de vie de l'Etat.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Appui à la bonne exécution financière des programmes opérationnels ; - prise en charge des mutations des personnels, des missions à l'étranger et des indemnités diverses; - traitement de la dépense et suivi budgétaire; - Suivi, contrôle et évaluation des projets d'investissement publics ; - action sociale (aides et secours) ; fonctionnement de la commission ministérielle de passation des marchés.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les difficultés liées à l'exécution du BIP ont entravé le taux de réalisation technique qui se situe à 82.13% au titre de l'exercice budgétaire 2018. Toutefois, la bonne mise en œuvre des activités de cette action ont contribué à la bonne exécution des programmes opérationnels							
Perspectives 2019	poursuite de l'accompagnement dans l'exécution des programmes opérationnels.							

Action 07 DEVELOPPEMENT DU SYSTEME INFORMATIQUE ET DU SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE								
OBJECTIF	Mettre en place un dispositif fonctionnel de remontée et de diffusion de l'information au MINATD							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'exemplaires de l'Annuaire statistique produits et diffusés annuellement au MINATD				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		500.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		500.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	86 500 000	86 500 000	13 095 000	13 095 000				
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Aucune dotation budgétaire pour la production de l'annuaire statistique du MINAT.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- données statistiques des services centraux collectées et traitées ; - maintenance du parc et du réseau informatique du MINAT ; assistance technique aux personnels assurée.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Bien que l'annuaire statistique du MINAT n'ait pas été produit, plusieurs autres activités ont été menées en 2018 dans le cadre de cette action, ce qui justifie le taux de consommation de 100% des crédits engagés.							
Perspectives 2019	- modernisation et sécurisation du Système d'information du MINAT; mise en œuvre du schéma directeur informatique des services centraux.							

Action 08 CONSEIL JURIDIQUE AU MINATD

OBJECTIF	Accompagner les programmes opérationnels dans l'élaboration des actes juridiques et assurer une meilleure défense de l'État en justice							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de textes de mémoires en défense produits				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		100.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		150.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	31 000 000	31 000 000	27 795 000	27 795 000				

Action 09 RENFORCEMENT DE LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE ET PROMOTION DE LA PRATIQUE DU BILINGUISME AU MINATD								
OBJECTIF	Permettre au grand public l'accès à une information bilingue de qualité							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'activités du MINATD couvertes par les médias en français et en anglais				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		121.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		500.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	80 600 000	80 600 000	52 709 720	52 709 720				
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Vétusté du matériel et des équipements du studio d'enregistrement ; - la tenue des élections sénatoriales du 25 mars 2018 ; - la tenue du scrutin présidentiel du 7 octobre 2018; - l'organisation du hadj 2018; la mise en place par le Chef de l'Etat, d'un plan humanitaire d'urgence pour apporter le secours nécessaire aux populations victimes des exactions des groupes sécessionnistes dans les Régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- gestion de la communication officielle et relations publiques au MINAT; - production des supports de communication au MINATD ; traduction des projets de textes et notes de services à soumettre à la signature ;							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Toutes les activités majeures du MINAT ont fait l'objet d'une large couverture médiatique							
Perspectives 2019	Tenir des sollicitations des responsables pour un rendement efficace.							

Action 10 GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES

OBJECTIF	Améliorer la gestion des ressources documentaires au MINATD							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de documents traités et archivés par an				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		8000.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		12000.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	55 100 000	55 100 000	47 409 932	47 409 932				
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Les moyens mis à disposition ont permis l'archivage des dossiers courants ainsi que l'acheminement des documents au MINAT.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Archivage des dossiers courants ; - Acheminement des documents et affranchissement du courrier ; Accueil des usagés.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)								
Perspectives 2019	- Procéder à l'archivage des actes de carrière du personnel ; - Mener une étude en vue de la mise en place d'une bibliothèque multimédia au MINAT ; - Mener une mission d'audit documentaire des services centraux et locaux du MINAT ; Elaborer un manuel de procédure pour la gestion documentaire au MINAT.							

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

Dans le droit fil des priorités nationales arrêtées par le Gouvernement et des orientations du Président de la République, le MINATD s'est fixé pour objectif stratégique en 2018 de « **mettre en place une administration territoriale moderne, à même de renforcer la participation des citoyens et de la société civile à la gestion des affaires publiques** ».

L'opérationnalisation de cet objectif stratégique s'est faite par le biais de trois (03) programmes, à savoir :

1. le Programme 092 : Modernisation de l'administration du territoire;
2. le Programme 094 : Développement du dispositif national de protection civile;
3. le Programme 095 : Gouvernance et appui institutionnel dans le Sous-secteur Administration du Territoire.

1.1. RAPPROCHEMENT DES RESULTATS AVEC L'OBJECTIF STRATEGIQUE DU MINISTERE

Au titre des résultats consécutifs à la mise en œuvre des différents programmes du MINAT au titre de l'exercice 2018, il y a lieu de relever une exécution globalement satisfaisante.

Les principales actions menées à cet égard se présentent ainsi qu'il suit, par programme:

A) PROGRAMME 092, « MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ».

Pour le programme 092 « Modernisation de l'administration du territoire », les activités majeures ci-après ont été menées :

En matière d'administration du territoire :1) L'organisation, sous l'égide de la Commission Nationale du Hadj, du pèlerinage aux Lieux Saints de l'Islam, avec une amélioration notoire dans l'organisation et l'encadrement des pèlerins.

En effet, dans le cadre de l'organisation de ce rituel sacré de l'Islam, le Chef de l'Etat Son Excellence Paul BIYA, a décidé de la réduction du prix du billet d'avion et, par conséquent, du prix du Hadj. A côté de cette mesure hautement saluée par les pèlerins et l'ensemble du corps social concerné, les primes des encadreurs augmenter, passant de 55.000 FCFA à 75.000 FCFA.

2) Toujours en cette matière, on citera **la lutte contre la circulation illicite des armes** à travers la prise d'un certain nombre de mesures, notamment la fermeture temporaire des armureries, la collectes des armes et l'identification de leurs détenteurs par les Autorités Administratives en liaison avec les forces de maintien de l'ordre.

Enfin, on évoquera la **collecte du renseignement prévisionnel**, à travers un mécanisme efficace qui a permis d'anticiper sur les menaces potentielles et d'assurer ainsi, la sécurité des citoyens et de leurs biens.

3) En matière électorale, le MINAT a assuré l'accompagnement de Election's Cameroon, dans l'organisation des élections sénatoriales du 25 mars 2018 et du scrutin présidentiel du 7 octobre 2018, ainsi que la défense des intérêts de l'Etat dans le cadre du contentieux électoral afférant aux scrutins sus-évoqués.

B) PROGRAMME 094 : DEVELOPPEMENT DU DISPOSITIF NATIONAL DE PROTECTION CIVILE.

En matière de protection civile, l'année 2018 a été fortement marquée par la mise en place par le Chef de l'Etat, d'un plan humanitaire d'urgence d'un montant de 12,7 milliards de FCFA pour apporter le secours nécessaire aux populations victimes des exactions des groupes sécessionnistes dans les Régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest.

En effet, le Président de la République, Son Excellence Paul BIYA, soucieux du retour au calme et du bien-être des populations dans ces deux (02) Régions en proie aux troubles et violences perpétrées par des terroristes depuis deux ans, a décidé de la mise en place d'un plan humanitaire d'urgence. Ce plan, d'une durée de 18 mois, est financé conjointement par l'Etat et l'élan de solidarité et de générosité des Camerounais où qu'ils soient, ainsi que par le soutien des partenaires internationaux. A ce jour, les dons collectés ont permis de porter assistance aux personnes sinistrées à travers la distribution de denrées alimentaires, ainsi que, du matériel de première nécessité, à l'instar des matelas, des couvertures, des seaux, des pâtes dentifrice, des brosses à dents, etc.

Bien plus, le Cameroun en raison de sa diversité géologique et géographique bien connue, présente une cartographie des risques très variée. Cette situation explique, en partie, la survenance de certaines catastrophes sur le territoire national. Aussi, l'année 2018 a été marquée par des catastrophes assez variées, au rang desquelles les incendies, les éboulements de terrain, les inondations et les accidents de la circulation.

Dans la Région de l'Extrême-Nord, les éléments de la secte terroriste Boko-Haram, bien que considérablement affaiblis, continuent de commettre des exactions ciblées ou isolées.

Dans la Région de l'Est, la gestion des réfugiés et des déplacés internes constitue une préoccupation majeure du Ministère de l'Administration Territoriale.

Pour faire face à ces différentes situations de crise, le MINAT s'est déployé suivant le schéma habituel, à savoir la **prévention des risques, la préparation de la réponse aux situations d'urgence, l'organisation des interventions et la gestion des situations de crise, de même que l'encadrement des réfugiés et des déplacés internes.**

Au plan de la prévention, des sessions de sensibilisation ont été organisées à l'intention de nos compatriotes sur les mesures à prendre pour prévenir les risques de catastrophes.

S'agissant de la préparation de la réponse aux situations d'urgence, le MINAT a procédé au renforcement des capacités des acteurs de la Protection Civile à travers l'organisation des sessions de formation.

Dans le même sillage, l'élaboration des plans d'Organisation des secours s'est poursuivie.

Au plan de l'organisation des interventions, la gestion des différentes situations d'urgence enregistrées sur le territoire s'est effectuée au niveau local, à travers les Gouverneurs de Région, les Préfets et les Sous-Préfets qui, dans leurs unités de commandement territorial respectives, constituent les bras séculiers du dispositif national de protection civile. A cet effet, des ressources issues du Fonds de Soutien aux Victimes des Catastrophes et des Calamités Naturelles ont été mobilisées pour apporter le réconfort du Gouvernement aux sinistrés.

En ce qui concerne la gestion des réfugiés et des déplacés internes, de nombreuses actions ont été menées sur le terrain, en vue d'apporter des solutions urgentes et concrètes aux problèmes liés à la santé, l'éducation, l'alimentation, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les camps des réfugiés.

Dans ce sens, des denrées alimentaires et des kits hygiéniques ont été mis à la disposition des réfugiés et déplacés internes des Régions de l'Extrême-Nord et de l'Est où des appuis spéciaux du Chef de l'Etat ont également été acheminés.

C) PROGRAMME 095 : GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR ADMINISTRATION DU TERRITOIRE.

Le programme support a lui aussi été exécuté de manière globalement satisfaisante. Son bilan technique à mi-parcours s'illustre notamment par les actions majeures ci-après :

- la tenue, du 10 au 11 septembre 2018, de la première conférence semestrielle des Gouverneurs de Région au titre de l'année 2018, Conférence au cours de laquelle les Gouverneurs de Région ont été sensibilisé sur leur rôle central dans le cadre de la sécurisation de l'ensemble du processus électoral ;
- la défense des intérêts de l'État en justice dans le cadre du contentieux électoral;
- la conduite des missions d'évaluation des performances et du fonctionnement des Services Préfectoraux;
- la formation continue du personnel des services centraux et locaux du MINAT;

3.2. LEÇONS APPRISES

L'exécution du budget et des programmes au cours de l'exercice budgétaire 2018 a permis de faire certains constats notamment au plan managérial dont les plus importantes sont que:

- l'efficacité dans la mise en œuvre des programmes est fortement tributaire de la capacité du département ministériel à améliorer la visibilité dans l'identification des problèmes à résoudre et la formulation des programmes ;
- les indicateurs à sélectionner dans le cadre du suivi et de l'évaluation des programmes devraient nécessiter l'assistance permanente de l'Institut National de la Statistique ;
- l'implémentation réussie de la réforme des finances publiques au sein du département ministériel nécessite L'organisation et la formalisation des processus inhérents au dialogue de gestion, à travers notamment la mise en œuvre de la Charte ministérielle de gestion ;
- les processus de maturation des projets méritent d'être renforcés.

3.3. PERSPECTIVES 2019

Au regard des domaines de compétence qui relèvent désormais du MINAT et en se conformant aux priorités nationales, ainsi qu'aux hautes orientations du Président de la République, le MINAT a envisagé dès 2019, la mise en place de quatre (04) programmes qui, globalement, recouvrent l'essentiel de ses domaines de compétences. Ces programmes sont :

- Programme 092 : Modernisation de l'Administration du Territoire ;
- Programme 093 (nouveau) : Sécurité et Gestion des Libertés Publiques ;
- Programme 094 : Développement du Dispositif National de Protection Civile ;
- Programme 095 : Gouvernance et Appui Institutionnel dans le Sous-secteur Administration du Territoire.

A. S'agissant Programme 092 intitulé «Modernisation de l'administration du territoire », dont l'objectif est d'assurer une administration efficace et une gestion optimale du territoire national en vue de la sécurité des personnes et des biens, une attention particulière sera accordée à la préservation de l'intégrité du territoire, à l'intensification des relations transfrontalières avec les pays voisins. Il sera également question de poursuivre la dynamique de construction des bureaux et résidences des Autorités Administratives.

Les priorités dans le cadre de ce programme sont les suivantes :

- la revalorisation de la chefferie traditionnelle ;
- l'optimisation des capacités opérationnelles des autorités administratives ;
- la coordination des services déconcentrés de l'État ;
- la gestion du territoire ;
- la sécurisation des frontières ;
- la construction des bureaux et résidences des Autorités Administratives ;
- l'équipement des bureaux et résidences des Autorités Administratives.

B. En ce qui concerne le programme 093, dénommé « sécurité et gestion des libertés publiques » dont l'objectif est de **« Renforcer les actions de préservation et gestion efficace des libertés publiques et d'intensifier les activités de collecte, de recoupement et d'analyse du renseignement prévisionnel »**, les priorités sont les suivantes :

- la régulation et l'encadrement de l'exercice des libertés ;
- le maintien de l'ordre et la sécurité des personnes et des biens ;
- le contrôle de la circulation des armes à travers le développement d'une application informatique y dédiée ;
- la recherche, la collecte et le recoupement du renseignement prévisionnel ;

C. Quant au programme 094 intitulé « Développement du dispositif National de Protection Civile », qui a pour objectif d'« améliorer la protection des populations, des biens et de l'environnement face aux risques, aux catastrophes et à leurs effets » il mettra un accent particulier sur la révision du cadre juridique de la protection civile ; la poursuite de l'élaboration des plans d'Organisation des Secours (ORSEC) des départements ainsi que leur mise en œuvre, l'opérationnalisation des Centres des Opérations d'Urgence (COU) pilotes ; l'élaboration de la cartographie des zones à risque à l'échelle régionale ; la gestion des déplacés internes, en pleine expansion et des communautés hôtes ; de même que sur l'encadrement du rapatriement volontaire des réfugiés nigériens et centrafricains vivant au Cameroun.

D. Le programme 095, « Gouvernance et Appui Institutionnel dans le Sous-secteur Administration du Territoire » en tant que programme support, a pour objectif d'« Améliorer la coordination des services et d'assurer la mise en œuvre optimale des programmes du Ministère de l'Administration Territoriale». Il a pour mission la centralisation, la mobilisation et la mise à

disposition des programmes opérationnels, des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles nécessaires à leur mise en œuvre. Ce programme concentre les activités de supervision et coordination générales du département ministériel, ainsi que celles de contrôle et de gestion des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles. A cet effet, la supervision et la coordination permettront d'assurer les conditions idoines à la réalisation du mandat prescrit par la feuille de route ministérielle et le Plan de Travail Annuel.

L'Inspection Générale, quant à elle, continuera à conduire de manière régulière ses missions de contrôle et d'audit, afin de proposer toutes les mesures utiles à l'amélioration l'efficacité des services du Ministère de l'Administration Territoriale, tant des services centraux que des services locaux.

Dans le cadre de la modernisation de l'Administration Publique, un accent sera mis sur la poursuite de l'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers, à travers une plus grande célérité dans le traitement des dossiers, ainsi que l'amélioration des conditions de travail du personnel.

S'agissant de la gestion des ressources humaines, l'accent sera mis sur le renforcement du dispositif de gestion des carrières et de la solde des personnels du Ministère de l'Administration Territoriale.